

# Comment mettre fin à la guerre

## Paix sans annexions ni contributions, autodétermination des peuples

Christian Rakovsky

Source : [Rakovsky, Khristian, Kak zakonchit voïnou. Mir bez anneksiy i kontributsiy. Samoopedeleniye narodov. Petrograd : Troud, 1917. Traduction et notes MIA.](#)

**L**a question la plus pressante qui intéresse actuellement des centaines de millions de personnes, non seulement dans les pays belligérants, mais aussi dans les pays neutres, est de savoir comment mettre fin à la guerre.<sup>1</sup>

En Russie en particulier, la question de la fin de la guerre est une question de vie ou de mort pour la révolution russe et pour l'avenir de tous les peuples de Russie.

Ou bien la guerre tuera la révolution, ou bien la révolution devra trouver le moyen de mettre fin à une guerre qui a épuisé toutes les ressources vitales du pays, semé partout la destruction et la désorganisation, porté à des niveaux inouïs les prix des produits de première nécessité et condamné à la mort des millions d'ouvriers et de paysans tombés sur les champs de bataille ou mourant à petit feu dans les camps de concentration pour prisonniers de guerre.

La nécessité de mettre fin à la guerre n'est cependant contestée par personne. Les divergences ne commencent que lorsqu'il s'agit de savoir comment y mettre fin. Les avis sont partagés sur ce point. Pour certains, la fin de la guerre passe par la défaite de l'ennemi, par la victoire sur les États centraux. Il n'y a pas si longtemps, et peut-être même encore aujourd'hui, beaucoup pensaient que l'occupation de Constantinople, de Vienne et de Berlin était possible. Un autre courant, qui a trouvé son expression dans la politique du Soviet des députés ouvriers, veut mettre fin à la guerre sans conquêtes, en refusant franchement et ouvertement les annexions et les contributions et en proposant comme base l'autodétermination des nationalités. Il nous faut examiner ici les arguments des uns et des autres.

Que disent les partisans du mot d'ordre « la guerre jusqu'à victoire finale » ?

La guerre a été déclenchée par les États centraux<sup>2</sup>, ils sont responsables des terribles effusions de sang du conflit, et à moins que leur pouvoir ne soit détruit, à moins que ce que l'on appelle le militarisme allemand, et en particulier prussien, ne soit brisé, la guerre menacera constamment

---

1. Cette brochure fut probablement rédigée vers la fin mai ou au début du mois de juin 1917 alors que Rakovsky résidait à Petrograd.

2. Il s'agit des « Puissances centrales » de la Quadruple Alliance : Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie et Empire Ottoman.

l'Europe. Seule une victoire décisive sur les États centraux permettra de créer les conditions d'une paix durable. La conclusion logique de tout cela est que la guerre doit être menée jusqu'à la victoire.

Il ne fait aucun doute que la guerre a été déclenchée par les puissances centrales. La première cause en est l'ultimatum insolent envoyé par l'Autriche-Hongrie au gouvernement serbe après l'assassinat du prince héritier autrichien et de son épouse à Sarajevo. Le contenu de cet ultimatum était tel que l'Autriche ne pouvait recevoir une réponse pleinement satisfaisante si la Serbie tenait à son indépendance en tant qu'État. L'acceptation de cet ultimatum signifiait l'abolition effective de la souveraineté serbe, son transfert entre les mains de fonctionnaires autrichiens, qui devaient superviser la procédure du procès lui-même en rapport avec l'attentat Sarajevo. En outre, la Serbie devait abroger sa constitution, qui garantissait la liberté de réunion, d'association et d'expression. L'Autriche escomptait manifestement sur l'inévitable refus de la Serbie pour créer ainsi le prétexte à sa déclaration de guerre.

D'autre part, il ne fait aucun doute que l'Autriche a agi en parfaite entente avec son alliée, l'Allemagne, et que leur politique fut délibérément orientée vers la provocation de la guerre.

Ainsi, en ce qui concerne les causes immédiates du conflit, aucun désaccord n'est possible. Oui, les véritables instigateurs de l'effroyable boucherie actuelle sont les puissances centrales. Mais reconnaître ce fait ne signifie nullement souscrire aux thèses de ceux qui prônent la poursuite des hostilités jusqu'à une prétendue « victoire finale ». Ce serait gaspiller inutilement le sang humain, et déshonorer l'humanité, que de transformer cette guerre en expédition punitive contre les empires centraux. Le but ultime doit être non de punir tel ou tel camp, mais d'éliminer, autant que possible, les causes ayant engendré ce conflit et susceptibles d'en provoquer de nouveaux.

L'établissement des responsabilités gouvernementales, et en particulier la culpabilité des empires centraux, revêt une importance capitale – principalement pour la politique intérieure de chaque nation. Il est indéniable que le premier devoir des social-démocraties autrichienne et allemande sera d'exiger que leurs gouvernements respectifs soient traduits devant le tribunal populaire. Cette exigence est nécessaire pour apaiser la conscience collective, et plus encore pour que les futurs dirigeants sachent qu'ils rendront compte de leurs crimes s'ils osent à nouveau entraîner les peuples dans une telle catastrophe.

Cependant, il serait d'une myopie absolue de se focaliser sur la responsabilité d'un gouvernement en particulier, en occultant les causes structurelles de la guerre et la culpabilité partagée de tous les régimes. Une telle étroitesse d'esprit ne permettrait pas seulement à d'autres coupables de se dissimuler, mais elle nous priverait surtout des moyens réels de lutter contre la guerre en général. Nous ne verrions pas la forêt à force de fixer les arbres ; nous perdriions l'essentiel derrière des causes particulières.

On ne sait pas encore si la guerre actuelle sera la dernière, mais en tout cas ce n'est pas la première. Elle s'inscrit dans une chaîne historique : les guerres balkaniques de 1912-1913 en furent le prélude direct, elles-mêmes prolongeant la guerre italo-turque de 1911 – épisode de la liquidation de l'héritage du prétendu « homme malade » de l'Europe, l'Empire ottoman.

Aucun État européen, petit ou grand, n'a manqué d'alimenter ces dernières décennies le brasier qui brûle aujourd'hui le continent. Jaurès avait raison lorsqu'il affirmait, avant même le conflit, que les gouvernements européens ressemblaient à des voleurs se concédant mutuellement : *« Je t'autorise à voler à un bout de la rue si tu me laisses faire de même à l'autre. »*

En examinant la guerre actuelle au prisme de l'histoire, nul ne peut nier le lien logique unissant celle-ci à la politique étrangère des États européens. Insister uniquement sur la responsabilité des empires centraux soulève une question : ne cherche-t-on pas ainsi à masquer les agissements de son propre gouvernement ? Nous devons rejeter cette duperie. Il n'existe pas en Europe de régime exempt

de visées expansionnistes. La politique des États s'est déployée sur deux axes : d'une part, la conquête des derniers empires « barbares » ou « semi-barbares » d'Afrique et d'Asie – mission attribuée à la prétendue « politique coloniale ». Les territoires annexés leur étaient nécessaires non seulement pour écouler leurs marchandises, mais surtout pour s'approprier des matières premières et des points stratégiques ou commerciaux clés.

Toutefois, tous n'y ont pas trouvé leur compte. L'Angleterre, la plus fortunée, s'est taillé un empire colossal sur tous les continents. La France, quoique moins chanceuse, s'est emparée de vastes territoires en Asie et de la majeure partie du Maghreb – Tunisie, Algérie et Maroc –, cette dernière conquête faillit déclencher un conflit avec l'Allemagne en 1908. L'Italie, quant à elle, s'est approprié la Tripolitaine, une immense province turque en Afrique du Nord.

Les puissances centrales, quant à elles, connurent bien moins de succès dans leur politique coloniale. En raison de leur retard économique, elles arrivèrent trop tard au partage du butin colonial. L'Allemagne parvint à s'emparer de territoires en Afrique centrale, loin de rivaliser en importance économique avec les colonies britanniques et françaises. Pourtant, le capitalisme allemand se développait à un rythme effréné, faisant du pays la première puissance industrielle d'Europe et la seconde au monde après les États-Unis. Ne pouvant satisfaire ses besoins coloniaux sur des continents déjà dépecés, le capital allemand tourna ses regards vers le Proche-Orient – la Turquie, et plus précisément l'Asie Mineure.

Il fut un temps où l'Allemagne se désintéressait totalement des affaires de l'orient européen. Quarante ans plus tôt, Bismarck se contentait d'être l'« honnête courtier » entre l'Autriche et la Russie, affirmant que l'Allemagne n'y avait aucun intérêt propre. Sa célèbre formule en témoigne : « *Toute la question d'Orient ne vaut pas les os d'un seul grenadier poméranien.* »

Sous la pression de l'expansion capitaliste allemande, la politique passive de Bismarck céda le pas à une stratégie active et conquérante. En 1899, Guillaume II estima de son devoir de rendre visite au sultan ottoman, « Abdül Hamid le sanguinaire » – visite poursuivant, bien sûr, des objectifs politiques et économiques précis. L'Allemagne mit la main sur les entreprises financières et industrielles turques, la plus emblématique étant la concession du chemin de fer Constantinople-Bagdad. Ce projet livrait aux capitaux allemands les riches territoires d'Asie Mineure, ouvrait la voie vers la Mésopotamie et, via une extension possible jusqu'à Bassora, reliait l'Empire ottoman à l'océan Indien. Ainsi débuta la conquête pacifique de la Turquie, destinée à devenir de facto une colonie allemande. On comprend dès lors pourquoi Berlin soutint le régime tyrannique d'Abdül Hamid et cultiva l'anarchie interne : une Turquie réformée et forte contrariait ses intérêts.

Lorsqu'en 1908, contre la volonté de l'Allemagne, éclata la révolution jeune-turque<sup>3</sup> et qu'Abdül Hamid fut renversé, Berlin, pour ne pas perdre la faveur des nouveaux dirigeants, se mit à les soutenir. Ce soutien se manifesta surtout pendant la guerre balkanique<sup>4</sup> : ingénieurs allemands, canons, munitions et équipements militaires transitèrent par la Roumanie vers Constantinople. En février 1913, lorsque la Russie menaçait d'envahir l'Arménie si les Ottomans ne signaient pas la paix avec les États balkaniques, l'Allemagne contre-attaqua en brandissant la menace de guerre. On sait qu'après le

---

3. Jeunes Turcs ; nom donné en Europe aux membres d'« Union et Progrès », le parti de la bourgeoisie turque fondé en 1889 à Constantinople. Les Jeunes Turcs aspiraient à limiter le pouvoir absolu du Sultan et à transformer l'empire féodal en une monarchie constitutionnelle bourgeoise. En 1908-1909, une révolution éclate, à partir de la mutinerie d'unités de l'armée dirigées par des officiers Jeunes Turcs, forçant le Sultan Abdul Hamid II à rétablir la Constitution parlementaire de 1876 qui avait été abolie en 1878. Le nouveau Parlement inaugura ses sessions à la fin 1908.

4. La Première guerre des Balkans, qui débuta en octobre 1912, était une guerre de libération nationale menée par les nations balkaniques opprimées par l'empire turc. Les Turcs furent vaincus et, par le Traité de Londres du 30 mai 1913, ils durent renoncer à leurs anciennes possessions européennes, l'empire ottoman ne gardant plus sur le continent qu'un territoire réduit autour de Constantinople. La Seconde guerre balkanique débuta en juin 1913 et opposa la Bulgarie à la Serbie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie, elle s'acheva par le traité de Bucarest du 30 juillet 1913.

déclenchement de la seconde guerre balkanique, les Turcs occupèrent Andrinople en violation du traité de Londres, qui l'avait attribuée aux Bulgares. Alors que les gouvernements européens exigeaient son évacuation, le Kronprinz allemand adressa à Enver Pacha ce télégramme sans équivoque : « *Au diable les grandes puissances !* ». Malgré cela, la guerre se solda par le dépeçage de la Turquie d'Europe – à l'exception d'une partie de la Thrace reprise aux Bulgares –, résultat contraire aux plans de la diplomatie allemande.

L'Autriche connut encore moins de succès dans sa politique coloniale. Pour diverses raisons, elle ne parvint à acquérir aucune colonie. Entre-temps, après la guerre de 1859<sup>5</sup>, elle perdit ses possessions italiennes, et suite à sa défaite à Sadowa en 1866<sup>6</sup>, son influence sur les États allemands s'effrita. Pour sa politique expansionniste, une seule voie resta ouverte : les Balkans. Dès les années 1870, l'Autriche mena une politique balkanique active. En 1878, grâce à l'accord de Reichstadt conclu avec la Russie, elle parvint à occuper la Bosnie-Herzégovine. Cela la rapprocha de l'objectif ultime de son impérialisme : atteindre la mer Égée, une mer libre et ouverte, contrairement à l'Adriatique où l'Italie ou d'autres puissances maritimes pouvaient facilement la bloquer. Dès lors, l'Autriche poursuivit une politique offensive et agressive dans les Balkans.

La guerre balkanique de 1912, qui renforça la Serbie – annexant non seulement le sandjak de Novi Pazar mais aussi une grande partie de la Macédoine – et la Grèce, occupant Thessalonique, créa des obstacles insurmontables aux aspirations autrichiennes vers l'Égée. Ce conflit porta un coup sévère à la politique de conquête viennoise. Parallèlement, tandis que l'influence de l'Autriche et de l'Allemagne déclinait dans les Balkans, celle de la France, de l'Angleterre et surtout de la Russie s'y imposa avec force.

La quête du tsarisme russe pour un accès aux mers libres et le contrôle des détroits, qui équivaldrait de facto à dominer toute la péninsule balkanique, est une ambition ancienne. Outre les visées prédatrices du régime autocratique et bureaucratique, cette politique incluait des motivations économiques.

Dans son célèbre entretien avec Sir Hamilton Seymour<sup>7</sup> à la veille de la guerre de Crimée<sup>8</sup>, Nicolas Ier souligna l'importance des détroits pour le commerce de la Russie méridionale : « *Je ne permettrai pas, déclara-t-il à l'ambassadeur britannique, que les détroits traversés par les eaux du Boug, du Dniestr et du Dniepr tombent en des mains étrangères.* »

Toute la politique étrangère de la Russie, consciemment ou non, tendait vers ce but. Bien qu'Alexandre II eût qualifié de « *mythe* », à la veille de la guerre de libération de 1877-1878, l'obsession de s'emparer de Constantinople, la Russie n'en chercha pas moins à s'en approcher. Ses calculs incluaient la création, sur les ruines de la Turquie européenne, d'un nouvel État slave – la Bulgarie –, destiné à devenir un instrument au service de la diplomatie russe.

Si elle n'y a pas réussi, la faute incombe aux événements historiques survenus dans la péninsule balkanique après la guerre de 1877-1878<sup>9</sup>. On connaît le mouvement anti-russe en Bulgarie, la désillusion qu'il a provoquée dans les cercles officiels russes, et le nouveau cap adopté par la politique étrangère russe.

---

5. Il s'agit de la guerre déclenchée en avril 1859 par l'Autriche contre le Piémont italien.

6. Bataille perdue contre la Prusse en juillet 1866.

7. George Hamilton Seymour (1797-1880), diplomate britannique, ambassadeur en Russie en 1851-1854.

8. Conflit pour la domination du Proche-Orient ayant opposé la Russie à une coalition formée par la Grande-Bretagne, la France, la Turquie et la Sardaigne. La Russie féodale et arriérée ne pouvait pas faire face aux pays capitalistes d'Europe occidentale, plus développés économiquement. La défaite des armées tsaristes a sapé le prestige de la Russie et affaibli sa politique étrangère et intérieure.

9. Guerre russo-turque de 1877-1878 opposant l'Empire ottoman à l'Empire russe, allié à la Roumanie, à la Serbie et au Monténégro.

Dans sa politique balkanique, la Russie rencontra une résistance tant de la part de l'Angleterre que de l'Autriche et de l'Allemagne, qui soutenaient la politique anti-russe de Stamboulov, le célèbre dictateur bulgare (1888-1904). Ayant perdu l'espoir d'accéder à la Méditerranée, la diplomatie russe tourna son regard vers l'Extrême-Orient. Les épisodes de cette orientation asiatique furent l'occupation de la Mandchourie et de Port-Arthur, et son funeste couronnement – la guerre russo-japonaise [1904-1905].

Repoussée d'Extrême-Orient, l'impérialisme russe reporta à nouveau son attention sur les Balkans. Une réconciliation avec les Bulgares intervint avant même la guerre russo-japonaise. La chute de la dynastie des Obrenović et son remplacement par celle des Karađorđević, dévoués à la Russie, ouvrirent à l'influence russe la voie vers la Serbie. Redoutant les interventions actives de l'Autriche, la diplomatie russe se fixa pour objectif de réconcilier Bulgares et Serbes afin de créer un bloc slave commun contre la vague de l'impérialisme autrichien.

De tout ce qui précède, il ressort clairement que deux États, deux impérialismes, s'affrontaient sur l'avant-scène de la péninsule balkanique : l'austro-hongrois et le russe. Tout comme les glaciers poussent des rochers dans leur course rapide, la Russie et l'Autriche poussaient devant elles les États balkaniques pour qu'ils s'étendent aux dépens de l'Empire ottoman, tandis qu'elles-mêmes s'étendaient aux dépens de ces mêmes États balkaniques. En 1878, en vertu de l'accord de Reichstadt conclu avec l'Autriche, la Russie reprit aux Roumains la Bessarabie, qui leur avait été annexée en 1854. En échange, elle leur offrit une partie de la Dobroudja bulgare. L'Autriche arracha aux Serbes la Bosnie et l'Herzégovine, deux provinces peuplées exclusivement de populations serbes ; en contrepartie, elle promit de soutenir toutes leurs revendications sur la Macédoine, qui jusqu'alors les intéressait peu.

Mais outre l'Autriche et la Russie, anciennes prétendantes à « l'héritage turc », outre l'Allemagne, dont la nouvelle politique orientale a déjà été évoquée, un nouveau rival apparut dans les Balkans sous les traits de l'Italie. Elle fixa comme objectif principal, pour l'heure, la domination sur l'Albanie. Les autres grandes puissances européennes prirent également une part active aux affaires balkaniques. L'Angleterre, en vertu de toute sa politique passée, s'intéressait au sort de la Turquie, située sur la route de ses possessions indiennes, tandis que la France, outre ses propres intérêts, se devait de soutenir la Russie. En investissant des dizaines de milliards dans les emprunts russes et les entreprises industrielles, elle avait un intérêt direct au succès de la politique de l'impérialisme russe.

Si nous passons des grandes puissances européennes aux petits États balkaniques, nous y retrouvons la même politique de conquête. Celle-ci s'enracinait dans des rapports de nature quelque peu différente de l'impérialisme occidental ou du tsarisme russe. À sa base, on découvre à la fois l'aspiration des bourgeoisies nationales à renforcer leur pouvoir par l'unification nationale, les visées de la bureaucratie militaire et civile à créer de nouvelles sources de revenus par l'agrandissement territorial, et enfin, la volonté d'une partie de la paysannerie de s'emparer des terres des propriétaires turcs ou des paysans turcs eux-mêmes, en renversant la domination ottomane.

Le résultat de ces facteurs fut une propagande nationaliste effrénée, menée par les agents des gouvernements bulgare, grec et serbe en Thrace, et surtout en Macédoine, en Vieille-Serbie et en Albanie. Chacun s'efforçait de rallier à sa cause les populations locales, recourant à tous les moyens, jusqu'à la révolte ouverte. Si la lutte entre les petits États balkaniques s'était prolongée, les Turcs auraient peut-être conservé jusqu'à aujourd'hui toutes leurs possessions européennes. Mais il est tout aussi plausible qu'une alliance entre la Bulgarie et l'Autriche se fût formée pour se partager la Turquie. C'est précisément pour prévenir ce scénario que la diplomatie russe s'employa avec vigueur à sceller une alliance militaire offensive entre la Bulgarie et la Serbie.

Les circonstances favorisèrent cette démarche. Après la révolution turque, le régime jeune-turc, aussi défectueux fût-il, présentait, comparé à celui d'Abdül Hamid, un progrès notable. Il garantissait une sécurité élémentaire aux habitants et aurait pu servir, sous certaines conditions, de point de départ au développement interne de la Turquie. Cela ne convenait guère aux nationalistes balkaniques,

dont les ambitions expansionnistes se nourrissaient de l'anarchie intérieure turque. Par ailleurs, l'Autriche, après avoir fomenté une révolte en Albanie, avait brandi l'étendard de l'autonomie albanaise.

Ces événements aidèrent la diplomatie russe à obtenir des gouvernements bulgare et serbe – alors dirigés par des ministères russophiles dans les deux pays – des promesses de concessions. Toutefois, la manœuvre ne se fit pas sans menaces. La Bulgarie ne se résigna au partage de la Macédoine avec les Serbes qu'après que, selon les aveux de son Premier ministre de l'époque, Guéchov, l'ambassadeur russe à Constantinople, Tcharykov, et l'attaché militaire russe à Sofia, le colonel Romanovski, l'eurent avertie qu'en cas de refus, la Russie négocierait un accord avec la Turquie et l'Autriche. Une telle alliance aurait mis un terme aux rêves de conquête du nationalisme bulgare.

Confrontés à ce dilemme – perdre la Macédoine entière ou n'en sacrifier qu'une partie – les Bulgares optèrent pour le compromis. C'est ainsi que fut conclue l'alliance militaire serbo-bulgare au début de 1912, scellant l'inévitabilité d'une guerre contre la Turquie.

La première guerre balkanique apparaît donc comme le fruit combiné des ambitions expansionnistes du tsarisme russe et de la politique de conquête des États balkaniques. Elle devait, d'un côté, affaiblir davantage la Turquie en la privant de ses possessions européennes, à l'exception de Constantinople et d'un minuscule territoire adjacent sur le continent, et de l'autre, ériger un puissant bloc balkanique capable de contrer les visées de l'impérialisme austro-allemand vers l'Orient et l'Asie mineure.

Cependant, les résultats de la guerre de 1912-1913 ne répondirent qu'en partie aux attentes de la Russie et de ses alliés. À première vue, la Triple-Entente (Russie, France, Angleterre) semblait avoir consolidé son influence dans les Balkans. À l'inverse, l'Autriche et l'Allemagne s'étaient lourdement trompées en misant sur une victoire turque.

Après la défaite ottomane, la diplomatie autrichienne, soutenue par l'Allemagne, lança une campagne énergique pour disloquer le bloc balkanique. En empêchant la Serbie d'accéder à la mer Adriatique via l'Albanie, elle poussa Belgrade à chercher compensation en Macédoine, aux dépens de la « zone bulgare incontestée » que le traité serbo-bulgare réservait intégralement à la Bulgarie mais occupée temporairement par les Serbes. Parallèlement, l'Autriche et l'Allemagne attisèrent les appétits déjà voraces de la Roumanie, l'encourageant à revendiquer des territoires bulgares. Tout en conseillant aux Bulgares de concéder des terres à la Roumanie (notamment Silistra, objet de convoitises roumaines), l'Autriche soutenait les prétentions grand-bulgares en Macédoine et exigeait même l'annexion de Thessalonique.

Les Balkans devinrent le théâtre d'intrigues diplomatiques effrénées. Les grandes puissances se disputaient leurs « clients » balkaniques. Face à des intérêts contradictoires, il leur était difficile de maintenir un équilibre dans leurs sympathies. Pour le tsarisme russe, il s'agissait de forger une Serbie puissante, utile contre l'Autriche. Mais en soutenant les Serbes, la Russie s'aliéna les Bulgares et ne put empêcher une guerre interbalkanique pour le partage de l'héritage turc. Pour assurer la victoire des Serbes et de leurs alliés grecs et monténégrins, la Russie et la France parvinrent à rallier la Roumanie en lui promettant une compensation territoriale majeure : une partie de la Dobroudja, province fertile de Bulgarie.

La paix de Bucarest, concluant la seconde guerre balkanique, marqua la défaite totale de la politique autrichienne dans les Balkans et le triomphe de la Russie. Bien que la Roumanie restât officiellement alliée à l'Allemagne et à l'Autriche, elle devint de facto une partenaire de la Serbie et de la Russie. La rapidité avec laquelle les États balkaniques avaient vaincu « l'homme malade du Bosphore » (la Turquie) réveilla les appétits de conquête serbes et roumains. La presse chauvine des deux pays se mit à évoquer inlassablement la liquidation imminente de l'héritage du « second homme malade » : l'Autriche-Hongrie. En Serbie, des organisations militaires secrètes œuvrèrent à une propagande

panslave clandestine en Bosnie-Herzégovine. En Roumanie, des provocateurs liés à l'Okhrana russe et à la sûreté roumaine organisèrent des attentats à la dynamite contre des dignitaires hongrois, comme à Debrecen.

La Turquie n'était pas encore entièrement partagée que déjà l'on évoquait le dépeçage de l'Autriche. Si l'un et l'autre s'étaient accomplis, les petits États, augmentés des dépouilles de l'Autriche et de la Turquie, auraient fini par subir le même sort. L'impératif constant pour les pays capitalistes d'élargir leurs marchés et de conquérir de nouveaux territoires pour s'approvisionner en matières premières les poussait à des conquêtes sans fin.

D'abord, ils assouvirent cette soif par les colonies, puis aux dépens d'États « semi-barbares », plus tard en s'attaquant à la Chine, à la Turquie, etc. Inévitablement, le tour des petites nations devait arriver. Les diplomates en parlaient déjà ouvertement. Ainsi, von Jagow<sup>10</sup> déclara que l'existence indépendante des petits États était un anachronisme politique. Dans le même esprit, quoique avec d'autres mots, s'exprima l'ancien ministre britannique des Affaires étrangères, Sir Edward Grey<sup>11</sup> : « *Gardez-vous de déclencher une guerre européenne générale, car à la fin, les grandes puissances se dédommageront à vos dépens pour leurs pertes en hommes et en argent.* » Ces mots furent adressés en mars 1913 par le chef de la diplomatie britannique au ministre plénipotentiaire roumain Mishu, alors que ce dernier menaçait de rompre les relations entre la Roumanie et la Bulgarie.

Parallèlement à cette lutte entre grandes puissances impérialistes pour des terres étrangères, le militarisme prospérait et se renforçait. Des milliards après milliards furent engloutis dans les armements terrestres et navals, alimentant à leur tour l'appétit pour la guerre. Après cela, n'est-il pas naïf d'affirmer que la cause de la guerre actuelle réside dans tel pays ou tel homme d'État ? La guerre était dans l'air, on s'y attendait partout. La politique des États, consistant à régler par la force les conflits émergeant entre eux, en avait fait une fatalité.

L'origine à la fois sociale et impérialiste de la guerre actuelle apparaît encore plus clairement dans les objectifs poursuivis par les belligérants. Au début, ceux-ci les dissimulaient opiniâtement. Mais au fil du conflit, ils durent les dévoiler un à un. Nous savons désormais que les puissances centrales entendent s'enrichir aux dépens de la Serbie, de la Bulgarie, de la Russie et de la Roumanie, voire de la France, en s'emparant de ses riches mines du bassin de Briey. La Bulgarie convoite des portions de Roumanie, de Serbie, et si possible de Grèce et d'Albanie. La Turquie rêve de s'approprier la Perse. Les puissances de la Quadruple-Alliance nourrissent des ambitions similaires : la Russie visait Constantinople et les détroits, la France l'Alsace-Lorraine, l'Angleterre les colonies allemandes. L'Italie, outre le Trentin, l'Istrie et la Dalmatie, exige toute l'Albanie, qu'elle avait pourtant récemment proclamée « indépendante » – sous son protectorat, bien sûr. Dans une série de conventions, les Alliés se sont partagé l'Asie mineure. Les possessions turques restantes devaient revenir à l'Angleterre, qui, après l'occupation de l'Égypte, rêve désormais de l'Arabie et de la Mésopotamie.

Quant à nos petits alliés, la Serbie et la Roumanie, leurs appétits ne sont pas moindres. On pourrait même dire qu'ils sont inversement proportionnels à leur taille. La Serbie aspire à annexer la Bosnie, l'Herzégovine, la Croatie, l'Istrie, la Dalmatie et une partie du Banat. La Roumanie, dominée par ses grands propriétaires, réclame comme « compensation » pour sa participation à la guerre pas moins de 127 000 km<sup>2</sup>. Elle invoque des frontières « ethnographiques, stratégiques et économiques ». Après avoir arraché 7 000 km<sup>2</sup> à la Bulgarie en 1913, alors que celle-ci était impuissante, elle exige aujourd'hui 14 000 km<sup>2</sup> supplémentaires, incluant les villes bulgares de Varna, Choumla et Roustchouk. Elle réclame aussi une partie de la Hongrie jusqu'à la rivière Tisza, le Banat et la Bucovine avec Czernowitz.

---

10. Gottlieb von Jagow (1863-1935) diplomate allemand, ministre des Affaires étrangères de 1913 à 1916.

11. Edward Grey (1862-1933), homme politique britannique, secrétaire d'État aux Affaires étrangères de 1905 à 1916.

C'est pour ces objectifs égoïstes, à peine masqués par le feuille de vigne des prétendues causes nationales et libératrices, que le peuple ouvrier de tous les pays belligérants doit verser son sang. Ces buts n'ont rien de commun avec ses intérêts, et là où il a pu s'exprimer ouvertement et librement, il s'est prononcé contre la guerre. Hélas, seul le prolétariat russe en a eu la possibilité. Dans les autres nations en guerre, le prolétariat, enchaîné par la discipline militaire, la censure et les tribunaux militaires punissant de mort ou de travaux forcés la moindre infraction, proteste contre la guerre, mais avec une grande timidité. Au prolétariat russe échoit la tâche de lutter pour la fin de la guerre, tant dans son propre intérêt que dans celui du prolétariat mondial. Mettre un terme au conflit est une nécessité absolue pour la Russie, à tous égards. Tant que la guerre durera, il sera impossible de consolider les libertés conquises ; par ailleurs, sa prolongation aggraverait la désorganisation économique et ses conséquences : flambée des prix, chaos des transports, effondrement du rouble, crise industrielle et chômage massif.

Quels moyens employer pour arrêter la guerre ? Il faut d'abord se demander : la paix est-elle réalisable si le pouvoir reste aux mains des capitalistes ? Nous avons nous-mêmes expliqué plus haut que les racines de la guerre plongent dans le mode de production capitaliste et la propriété privée des usines, des terres et des moyens de travail. Il va de soi qu'il est inconcevable de parler d'une paix définitive tant que le système capitaliste subsiste.

Reste une question : vers quelle paix aspirons-nous ? Une paix capitaliste ou une paix socialiste ? Visons-nous une trêve fragile, semblable à celle d'avant-guerre, que les gouvernements pouvaient briser à tout moment – comme ils l'ont fait –, ou bien une paix inédite, étrangère à l'humanité jusqu'ici, où toute motivation et toute cause de guerre disparaîtraient ? La mission des partis socialistes, depuis leur création, est précisément d'établir cette seconde forme de paix durable. C'est une vérité indéniable, et tout socialiste affirmant qu'on pourrait instaurer une paix solide sous l'exploitation bourgeoise-capitaliste – fût-ce par des arbitrages ou des institutions internationales – se leurre et trompe la classe ouvrière. Sous le capitalisme, une paix durable est impossible. La question est ailleurs : nous, socialistes, et le prolétariat mondial – notamment russe – pouvons-nous faire de l'édification d'une telle paix notre objectif immédiat et concret ? Cette tâche est-elle réalisable aujourd'hui, à la portée de la classe ouvrière ? Pour y parvenir, le prolétariat devrait partout – en Russie comme à l'étranger – s'emparer du pouvoir, renverser les gouvernements bourgeois, prendre le contrôle des moyens de production, et abolir ainsi le système capitaliste lui-même.

Mais la classe ouvrière est-elle préparée à une tâche si colossale ? Nous ne devons jamais oublier qu'elle ne constitue pas encore la majorité écrasante de la population et que, sans parler de la bourgeoisie, coexistent à ses côtés des masses petites-bourgeoises et une paysannerie qui, par leur position sociale, ne partagent pas les idéaux socialistes du prolétariat. Dans les conditions historiques et économiques actuelles, nous ne pouvons donc espérer mettre fin à la guerre que par une paix bourgeoise, une paix relative. Souhaiter prolonger la guerre jusqu'à la révolution socialiste reviendrait à condamner le prolétariat et le peuple tout entier à un épuisement physique et moral qui les priverait de la capacité d'exploiter une victoire, même s'ils parvenaient à renverser les gouvernements bourgeois. Les forces humaines ont des limites, tout comme la capacité d'un État à poursuivre la guerre. Dans la mesure où cela dépend de la classe ouvrière, elle ne doit plus accorder un sou ni une goutte de sang à cette guerre. À bas la guerre !

Tel doit être le mot d'ordre de tous les peuples. Certes, mettre fin à ce conflit ne signifiera pas l'abolition éternelle des guerres, mais même cette paix bourgeoise relative et fragile, possible aujourd'hui, représente pour les peuples des nations belligérantes – et pour le prolétariat en particulier – le bien suprême. Elle leur permettrait non seulement d'épargner des vies et des milliards, mais aussi de reconstituer progressivement leurs forces pour poursuivre la lutte vers leur libération économique et politique totale. En revanche, si la bourgeoisie résiste à une paix sans annexions ni indemnités, si elle prolonge la guerre, si elle refuse de renoncer – ne fût-ce que temporairement – à ses buts de conquête, alors il est possible que la paix ne puisse être rétablie que par le renversement de la bourgeoisie elle-même.

Conclure la paix ne dépend pas du seul prolétariat. La guerre, déclenchée par les gouvernements, doit être terminée par eux. Le prolétariat de tous les pays doit exiger que ses gouvernements mettent fin au conflit, ce qui ne sera possible que s'ils renoncent aux objectifs ayant provoqué cette guerre. C'est précisément ce que signifie exiger une paix sans annexions ni indemnités, fondée sur le droit des peuples à l'autodétermination.

Cette revendication, d'abord formulée dans la résolution de la Conférence de Zimmerwald<sup>12</sup>, puis reprise dans l'appel du Soviet de Petrograd aux peuples du monde, nécessite toutefois des clarifications étant donné qu'elle n'est pas comprise de manière égale par tous. Elle implique tout d'abord qu'aucun État belligérant ne cherche à annexer des territoires étrangers ni à exiger des réparations, quelles que soient les pertes subies. Mais au-delà des annexions et indemnités ouvertes et évidentes, il en existe de déguisées : traités commerciaux, conventions économiques ou financières asservissant un État à un autre. Nous devons les combattre avec la même vigueur que les annexions directes, rejetant tout accord imposé par la force.

Cette formule exige, de manière positive, la restauration de l'indépendance de la Belgique, de la Serbie, du Monténégro, le retour à la France, à la Roumanie, à la Turquie, à la Russie, à l'Autriche, etc., des régions actuellement occupées.

Mais une nouvelle question se pose : que faire des provinces actuellement occupées par des troupes ennemies et précédemment annexées à tel ou tel État contre la volonté de leurs populations ? Comment traiter la Pologne ? La Macédoine, rattachée à la Serbie après la guerre balkanique ? L'Arménie, qui lutte depuis si longtemps pour son autonomie ? L'Arabie, en partie occupée par les Britanniques et jusqu'alors sous domination turque ? La Galicie et la Bucovine ? Ou encore le « quadrilatère bulgare », cédé à la Roumanie en 1913 ? Ici, le principe directeur doit être celui de l'autodétermination des peuples.

Ces provinces doivent obtenir un régime politique conforme aux intérêts de leurs habitants. On sait déjà que la Russie a accordé l'indépendance à la Pologne. L'autonomie de l'Arménie, de la Macédoine et de l'Arabie découle des aspirations clairement exprimées par leurs populations. En un mot, nous exigeons que les peuples décident eux-mêmes de leur destin par référendum, en tenant compte des intérêts de la majorité comme des minorités, et en choisissant une forme politique susceptible de satisfaire tout le monde.

Cependant, il faut souligner que les partisans de la guerre cherchent à instrumentaliser ce principe d'autodétermination pour prolonger le conflit. Au lieu d'être une solution pratique à la situation actuelle et un moyen d'arrêter la guerre, ce principe – si nous laissons les impérialistes l'interpréter à leur guise – deviendra un prétexte pour une guerre sans fin.

Que disent les impérialistes des deux camps en lice ? « Si vous accordez à la Pologne, à l'Arménie ou à la Macédoine le droit à l'autodétermination », clament les impérialistes français, « il faut l'étendre à l'Alsace-Lorraine, à la Tchéquie, aux provinces austro-slaves du Sud, à la Transylvanie, etc. »<sup>13</sup>

En réponse à cela, les partisans des puissances centrales rétorquent : « Nous exigeons que l'Ukraine et le Caucase se détachent de la Russie, que l'Irlande et l'Inde se libèrent de l'Angleterre, que le Maroc et l'Algérie s'émancipent de la France ! » Les défenseurs d'une paix sans annexions ni indemnités ne doivent emboîter le pas à aucun de ces camps. Dans la société bourgeoise-capitaliste, la lutte pour

---

12. Zimmerwald, nom du village suisse où eut lieu la première conférence socialiste internationale contre la guerre les 5-8 septembre 1915 et à laquelle Rakovsky participa. Son objectif était de regrouper les courants socialistes internationalistes et pacifistes européens à la suite du naufrage de la IIe Internationale au début de la Première guerre mondiale, majoritairement dominée par les courants « social-patriotes ».

13. La majorité des impérialistes français, y compris les social-patriotes, exige purement et simplement le retour de l'Alsace-Lorraine sans référendum. (Note C.R.)

l'autodétermination des peuples, telle que menée et comprise par les partis bourgeois, n'est qu'un masque dissimulant des ambitions de conquête. Nous, sociaux-démocrates, sommes bien plus attachés que les impérialistes et nationalistes au triomphe du principe de libre autodétermination. Mais nous savons qu'il ne sera réalisé ni par la guerre, ni par la démocratisation des États, ni par l'égalité des droits politiques, mais par la révolution socialiste, qui rendra impossible toute domination de classe ou raciale.

À ce jour, le principe d'une paix sans annexions ni indemnités, fondée sur l'autodétermination des peuples, n'a été adopté que par la démocratie révolutionnaire russe. Celle-ci est parvenue à imposer en partie ce mot d'ordre au gouvernement russe. Mais hélas, toutes les factions socialistes des pays ennemis ou alliés ne le soutiennent pas pleinement. Certes, les socialistes français se déclarent opposés aux annexions, mais ils considèrent le rattachement de l'Alsace-Lorraine non comme une annexion, mais comme une « réparation du crime commis en 1871 ». Ils parlent de « désannexion ». De même, les sociaux-démocrates français interprètent à leur guise le terme « indemnités » : opposés aux « réparations de guerre », ils exigent des « compensations » de la part des empires centraux pour les dommages causés dans les provinces occupées. Les socialistes belges et les social-patriotes italiens, comme leurs partisans à travers l'Europe et l'Amérique, tiennent le même discours.

Les gouvernements, qu'ils soient ennemis ou alliés, sont encore moins enclins à adhérer au programme du Soviet des Ouvriers et Soldats pour une paix sans annexions ni indemnités. Les projets annexionnistes des États bureaucratiques-bourgeois des Balkans méritent peu d'égards, d'autant qu'ils ne font qu'obéir aux ordres de leurs puissants alliés. La situation est différente avec ces derniers – qu'il s'agisse de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, mais aussi du Japon et des États-Unis, récemment entrés en guerre et désireux de la prolonger encore des années. Ainsi, le peuple russe, épuisé par la guerre, doit-il se soumettre à ses alliés. Après avoir renoncé à ses propres visées expansionnistes, il est contraint de verser son sang pour servir les ambitions conquérantes des autres nations.

La situation est véritablement tragique. La République russe est soumise à une double pression : celle de l'impérialisme des puissances centrales, qui guettent sans relâche le moment propice pour se jeter sur un pays épuisé et ensanglanté et lui imposer leurs conditions impérialistes ; et celle de ses alliés, qui, exploitant ses besoins en argent, en munitions et en marchandises, la contraignent de facto à soutenir leur politique impérialiste. La révolution russe est menacée par un double péril : une paix séparée, favorable aux empires centraux, ou une prolongation de la guerre, dont l'inutilité est désormais évidente pour tout le peuple russe. Quelle issue à cette impasse ?

Il est clair qu'un mouvement en faveur d'une paix honnête, démocratique, sans annexions ni indemnités – s'il embrase les peuples de tous les pays belligérants, notamment l'Allemagne, la France et l'Angleterre – rapprocherait la résolution. Mais certains objecteront que cela ne dépend ni des Soviets des Ouvriers et des Soldats, ni du gouvernement russe, ni de l'opinion publique russe. Cette conclusion est une erreur fatale. Tout ce qui se passe en Russie influence l'opinion publique des nations en guerre. Chaque hésitation dans la politique étrangère de la République russe retentit sur le mouvement pour la paix en Occident.

Les peuples d'Europe, pour ainsi dire, règlent leurs montres sur l'heure de Petrograd. La démocratie révolutionnaire russe doit donc exiger du gouvernement une politique étrangère ferme, audacieuse et cohérente. Elle ne doit pas céder aux pressions des alliés, qui réclament aujourd'hui de la Russie qu'elle lance de nouvelles offensives, sacrifiant des centaines de milliers de vies, tout en ignorant les appels de la démocratie russe à arrêter la guerre. Pire, ces mêmes alliés persistent à évoquer le dépeçage de la Turquie et de l'Autriche.

La convocation rapide d'une Assemblée constituante serait un levier puissant pour influencer l'opinion européenne. La volonté légale et organisée de la démocratie russe serait plus difficile à combattre que les résolutions des Soviets ou les notes du gouvernement provisoire. L'indépendance de

la politique du gouvernement russe doit être manifeste pour tous. Si les alliés refusent toujours d'adopter sa formule de paix, la Russie doit se libérer des traités qui l'enchaînent et mener une guerre autonome pour conclure une paix sans annexions ni contributions. Mais pour relever cette lourde tâche, la République russe doit non seulement mener une politique étrangère cohérente, mais aussi réorganiser son économie et ses finances. Rationaliser ses forces productives, réguler le ravitaillement et les transports, confisquer une part des profits capitalistes afin de financer l'effort de guerre, tels sont quelques-uns des moyens nécessaires à la conduite ultérieure de la guerre, mais désormais dans l'intérêt de la démocratie ouvrière elle-même.